



Points

sur
La terreur et la répression en Iran

Faradj Sarkouhi va être traduit devant un tribunal islamique pour "espionnage au profit d'un pays étranger" a dit le chef de la justice iranienne. Alors que des informations contradictoires et alarmantes sur son sort nous parviennent, une forte mobilisation dans le monde demande sa libération.

Dans les prisons iraniennes, des prisonniers politiques sont pendus alors que d'autres ont trouvé la mort en faisant une grève de la faim pour protester contre les conditions insupportables de détention.

En Suisse, la justice de ce pays soupçonne l'Etat iranien d'avoir commandité l'assassinat de l'opposant iranien, Kazem Radjavi, en 1990.

En Autriche, les parlementaires d'opposition demandent la formation d'une commission d'enquête sur l'affaire de l'assassinat du dirigeant kurde iranien, Abdol Rahman Ghassemlou et de son compagnon, abattus par des terroristes en 1989.

SOMMAIRE

- Sauvons le journaliste iranien, Faradj Sarkouhi 1
- Mobilisation en France pour sauver le journaliste iranien ... 2
- Des religieux victimes de violation des droits de l'homme ... 3
- Morts et pendaisons dans les prisons iraniennes ... 3
- Terrorisme au Kurdistan irakien et en Thaïlande 3
- Suisse : l'Etat iranien soupçonné du terrorisme 4
- Autriche : commission d'enquête sur le terrorisme iranien .. 4

Sauvons Faradj Sarkouhi

Mardi 24 juin, le chef du pouvoir judiciaire iranien annonce que Sarkouhi serait jugé pour "espionnage au profit d'un pays étranger". Depuis, des nouvelles contradictoires et alarmantes sur le sort du journaliste circulent, alors qu'à l'étranger et en France, l'opinion publique s'est mobilisée pour sauver le journaliste iranien.

Mardi 24 juin, l'Ayatollah Mohammad Yazdi, chef du pouvoir judiciaire du régime islamique iranien, a annoncé que Faradj Sarkouhi, journaliste et rédacteur en chef du mensuel *Adineh*, serait jugé devant un tribunal islamique pour "espionnage au profit d'un pays étranger et tentative d'évasion illégale du pays."

Depuis cette annonce, nous avons reçu des informations contradictoires sur ce procès dont on ne sait pas encore s'il a eu lieu ou non. Dans un premier temps, la famille du prévenu avait déclaré que le procès avait déjà commencé à huis clos et qu'elle n'a pas été autorisée à y assister. Des nouvelles alarmantes ont aussi circulé faisant état d'une condamnation à mort de l'écrivain. Mais récemment, certaines sources iraniennes ont démenti ces informations en déclarant que le procès n'a pas encore commencé. page 2

Le Comité Iranien Contre la Répression et le Terrorisme d'Etat a été fondé en mars 1993. Composé de diverses personnalités et des membres de l'opposition iranienne en exil, il se veut indépendant des partis politiques. Il s'est fixé la tâche d'informer et de sensibiliser l'opinion publique internationale sur les violations des droits de l'Homme en Iran et sur le terrorisme d'Etat pratiqué par la République islamique à l'encontre de ses opposants à l'étranger.

Comité Iranien Contre la Répression et le Terrorisme d'Etat

42, Rue Monge 75005 Paris France

Fax : (00 33) 01 43 44 14 52

Compte postal CCP 3943263 W la source

Homepage : <http://>

ourworld.compuserve.com/homepages/iran_rep

Email : 106103.2266@compuserve.com



Sauvons Faradj Sarkouhi... suite

En tout état de cause et quelque soit le sort réservé à Sarkouhi, on peut se demander pourquoi cet acharnement contre un journaliste dont le seul péché a été d'écrire, en gardant son indépendance, et de revendiquer la liberté de presse et d'opinion.

La réponse est donnée par Sarkouhi lui-même dans sa fameuse lettre, envoyée clandestinement à l'étranger entre deux arrestations. Il y relate comment les services secrets iraniens, en le kidnappant à l'aéroport de Téhéran, le 3 novembre 1996 et en lui infligeant des supplices pendant 47 jours, dans le but de le faire avouer d'être un "espion à la solde de l'Allemagne", cherchaient à atteindre deux objectifs : premièrement, faire pression sur le cours du procès "Mykonos" en Allemagne, ce qui n'a pas empêché le juge de Berlin à accuser de terrorisme "le plus haut sommet de l'Etat iranien", et deuxièmement, intimider la communauté des intellectuels iraniens qui continuent à écrire et à se rassembler en bravant la censure et la répression.

Faradj Sarkouhi était l'un des initiateurs et signataires d'un manifeste où cent trente quatre intellectuels iraniens dénonçaient la censure et l'absence des libertés d'opinion et d'expression en Iran. Il était rédacteur en chef d'un mensuel, tiré à 35000 exemplaires, connu pour être la tribune des intellectuels contestataires, laïcs et démocrates. Il avait aussi participé à l'élaboration d'un avant-projet pour la constitution d'une assemblée consultative des écrivains en Iran.

C'est pour toutes ces raisons que l'on peut craindre pour la vie de Sarkouhi, d'autant plus que son procès s'ouvrirait au moment où les rivalités au sein du clergé au pouvoir en Iran s'aggravent de plus en plus à la

suite de la récente élection présidentielle.

Il faut continuer à réclamer la libération de Sarkouhi, et dans le cas où son procès va avoir lieu, à exiger qu'il se déroule en présence d'observateurs internationaux et dans le respect des droits de défense

Mobilisation en France pour sauver la vie de Sarkouhi

Rassemblement du 28 juin à Paris... L'appel de La Ligue des Droits de l'homme... des Reporters sans frontières... Lettre envoyée par trois directeurs de quotidien à Khatami... intervention du philosophe Etienne Balibar dans Le Monde ...

● A Paris, Parvis de Trocadéro, 300 personnes se sont rassemblées, le 28 juin dernier, à l'appel de notre comité et d'une autre association iranienne pour demander au gouvernement français d'intervenir en faveur de la libération de Sarkouhi. Un représentant du Comité de défense de Salman Rushdie y a pris la parole et a apporté son soutien à notre campagne.

● Dans un communiqué publié le 3 juin, la Ligue des droits de l'homme exprime son inquiétude "au sujet du sort incertain" de Sarkouhi. la LDH réclame "un procès dans la transparence totale et en présence d'observateurs" internationaux.

● L'organisation Reporters sans frontières, dans des lettres adressées le 25 juin à Helmut Kohl et à Jacques Chirac, demande leur intervention "de toute urgence auprès des autorités iraniennes pour obtenir la libération immédiate de Sarkouhi".

● Le philosophe français, Etienne Balibar, intervient dans le Monde du 27 juin : "C'est l'esprit de résistance et la solidarité internationale des combattants de la liberté qui sont visés une fois de plus dans la personne de ce journaliste, poète et critique littéraire...".



● Les directeurs des trois quotidiens français, Le Monde, Libération et La Croix, demandent dans une lettre adressée au nouveau président de la République islamique d'Iran, Khatami, la libération du journaliste iranien.

Pendaisons des détenus politiques Mort des prisonniers suite à leur grève de la faim

Tabriz: des prisonniers politiques ont succombé suite à une grève de la faim.

Ispahan: 7 détenus politiques sont pendus.

● Dans un communiqué publié le 7 juillet par l'organisation iranienne, Fédaïs (minoritaire), quatre détenus politiques ont perdu la vie, le 5 juillet, dans la prison de Tabriz, ville située à l'ouest de l'Iran, à la suite d'une grève de la faim pour protester contre les conditions insupportables infligées aux prisonniers. Deux d'entre eux: **Hamid Réza Dadachi** et **Mehrdad Vossoughi**, arrêtés en 1991, appartenaient à cette organisation et les deux autres: **Djafar Abassi** et **Abdol Réza Hamédi** étaient membres de l'organisation des **Modjahédines**. Le communiqué signale aussi la mort d'un autre prisonnier politique, **Kamran Yazdani**, le 26 juin, à la prison de Shiraz, au sud du pays.

● L'organisation des **Modjahédines** annonce, dans un communiqué daté du 5 juillet, la pendaison de 7 prisonniers politiques, le 29 juin, dans la prison d'Ispahan, centre du pays. Un d'entre eux, **Mohssen Tonouri**, habitait dans cette ville.

Terrorisme au Kurdistan irakien et en Thaïlande

● Le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran déclare dans un communiqué que la voiture acheminant trois de ses membres à l'hôpital de **Soleymanié**, au Kurdistan irakien, pour y être hospitalisés, fut prise d'assaut,

le 26 juin, par des terroristes du régime de Téhéran. Un des malades, **Farhad Babaï** est succombé dans cet attentat.

● La justice thaïlandaise a condamné à mort, le 10 juin 1997, un iranien, considéré comme un agent de la République islamique, coupable de terrorisme sur le sol de ce pays. En 1994, cet iranien nommé **Hossein Dasgari** a tenté de faire exploser l'ambassade d'Israël à Bangkok par une voiture piégée contenant une bombe à forte puissance et un cadavre.

Amnesty International:

Des dignitaires religieux chiïtes victimes de violation des droits de l'homme

Selon le rapport d'Amnesty international, publié le 3 juin 1997, des dignitaires religieux chiïtes, opposés au régime iranien, sont victimes des procédures telles que la torture, la persécution, les tribunaux spéciaux etc.. en violation des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.

Dans ce rapport de 23 pages, l'organisation expose les violations systématiques visant certains milieux religieux iraniens opposés aux principes fondamentaux du système politique iranien ou à la politique gouvernementale. Certains sont maintenus en résidence surveillée et leurs disciples ont été arrêtés et auraient été torturés, d'autres ont comparu devant des tribunaux d'exception appliquant une procédure inéquitable et enfin certains autres sont incarcérés sans jugement.

Plusieurs centaines de partisans d'**Ayatollah Montazéri** ont été arrêtés à la fin des années 80 et 12 d'entre eux au moins ont été exécutés. Des centaines de disciples d'autres dignitaires auraient été torturés ou maltraités, notamment depuis 1995. Des centaines, voire des milliers, de partisans et de proches d'**Ayatollah Seyed Mohammad Shirazi** ont été persécutés.

L'**Ayatollah Yaasub el Din Rastegari**, accusé de critiquer le gouvernement, plusieurs fois arrêté, aurait été condamné à une peine de trois années d'emprisonnement. Il aurait été transféré à l'hôpital apparemment après avoir été torturé.



La justice suisse soupçonne l'Etat iranien de terrorisme

Les hauts responsables iraniens sont soupçonnés d'avoir commandité l'assassinat de l'opposant iranien Kazem Radjavi, en 1990, près de Genève. Un mandat d'arrêt est lancé contre 13 personnes soupçonnés de complicité dans cet assassinat

Le juge helvétique instruisant l'affaire **Kazem Radjavi**, l'opposant iranien assassiné le 24 avril 1990 à Coppet près de Genève, a déclaré lors d'une conférence de presse à Lausanne, le 12 juin, qu'il serait fort probable que les plus hautes autorités de la République islamique soient impliquées dans l'assassinat de l'opposant iranien.

D'après ce juge, des démarches ont été entreprises pour remettre en instruction le dossier de M. Radjavi. Il a en outre précisé qu'il serait probable que le ministre actuel iranien des renseignements, **Ali Fallahian**, soit l'instigateur et le commanditaire du meurtre de Radjavi. On sait que ce ministre, avec d'autres dirigeants iraniens, a déjà été accusé par le tribunal de Berlin dans l'affaire d'assassinat des quatre opposants kurdes iraniens en Allemagne et un mandat d'arrêt international fut lancé contre lui par ce même tribunal.

Suite aux déclarations du juge d'instruction, certains magistrats suisses ont accusé l'Etat iranien d'avoir participé directement à cet assassinat : "les documents que nous possédons, mettant en cause l'Etat iranien, sont beaucoup plus argumentés et plus solides que ceux qui ont été présentés au tribunal de Berlin." disent-ils.

Suite à ce rapport de la justice, un mandat d'arrêt international est lancé contre 13 personnes soupçonnés de complicité dans l'assassinat de **Kazem Radjavi**.

Autriche : commission d'enquête sur l'assassinat du dirigeant kurde Ghassemlou

En Autriche, les députés d'opposition ont boycotté le parlement de ce pays pour réclamer une enquête sur l'assassinat du dirigeant kurde iranien: Ghassemlou,

Le 13 juillet 1989, le secrétaire général du **Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran**, **Abdol Rahman Ghassemlou** est assassiné à Vienne avec un de ses compagnons. Les assassins arrivent à prendre la fuite et à quitter le pays alors que selon certaines analyses, les autorités autrichiennes de l'époque ont laissé filer les terroristes pour des raisons diplomatiques. Au bout de quelques mois, l'affaire finit par être classée.

Or à la suite du verdict rendu par le tribunal de Berlin sur la responsabilité des autorités de Téhéran dans l'assassinat des opposants kurdes iraniens en Allemagne, l'affaire de l'assassinat de Ghassemlou et la façon dont elle a été traitée par l'ancien gouvernement autrichien ont pris une dimension politique.

Le 15 avril 1997, le chancelier d'Autriche demande une nouvelle instruction sur l'assassinat de Ghassemlou.

Le 27 mai dernier, les partis d'opposition en Autriche, **Parti de la Liberté**, **Parti Libéral** et les **Verts**, ont pris la décision sans précédent de boycotter le parlement et de ne pas participer à ses travaux jusqu'au mois de juin. Ils veulent, par ce moyen, faire pression sur le gouvernement autrichien afin qu'il accepte la formation d'une commission d'enquête parlementaire et indépendante sur l'assassinat de Ghassemlou et de son compagnon ainsi que sur la question de savoir comment les terroristes ont pu s'échapper et la responsabilité qu'aurait l'ancien gouvernement dans cette fuite.